



INSTITUT NATIONAL  
DE L'INFORMATION  
GÉOGRAPHIQUE  
ET FORESTIÈRE

# Cahier d'acteurs #3

**Atelier IGN à Bordeaux**

**7 février 2017**

*Quels services et données géographiques  
pour un aménagement durable du territoire ?*



Les **ATELIERS** de L'IGN

## **Pourquoi les Ateliers de l'IGN ?**



*La création des «Ateliers de l'IGN» en 2014 est partie d'un constat. Celui de l'essor des technologies mobiles de communication qui place, aujourd'hui, l'information géolocalisée au cœur de notre vie quotidienne. Elle touche sans exclusive tous les secteurs, qu'ils soient économique, administratif, industriel ou social, et elle évolue dans son mode de production, d'utilisation et de diffusion. La première édition lancée en 2014 comportait trois rencontres qui se sont déroulées au siège de l'IGN à Saint-Mandé. Elles se sont conclues par la formulation de 9 propositions issues de ces ateliers et la remise d'un cahier d'acteurs à la Secrétaire d'Etat au numérique à l'automne 2014.*

*La transformation numérique inédite que connaît notre société, passant en très peu de temps d'une société de l'information à une société de l'information géolocalisée, place la composante géographique au centre de l'échiquier. Le contexte législatif marqué par la nouvelle organisation administrative définie par la loi NOTRe et l'accélération de l'ouverture des données publiques engagées par le gouvernement dans le cadre des lois Valter et Lemaire, nous conduisent collectivement à réinterroger nos pratiques, nos manières de faire, nos modalités de travail et nos stratégies partenariales.*

*Dans ce contexte, l'IGN, en tant qu'opérateur de référence et acteur public du numérique pour l'information géographique et forestière et la description multi-thèmes du territoire, entend prendre toute sa place pour susciter le débat, favoriser les échanges et encourager l'émergence de solutions novatrices autour de ces problématiques.*

*C'est pour répondre à ces impératifs que les cinq directions interrégionales de l'IGN, comme celle couvrant le sud-ouest de la France, dirigée par Christine Tessier, mènent un travail de concertation permanent avec les acteurs publics locaux, en particulier dans le cadre des comités régionaux de programmation. L'objectif est de bâtir un programme annuel au plus près des besoins des territoires en identifiant les synergies, en mutualisant les efforts de production tout en garantissant une cohérence nationale.*

*C'est dans cet état d'esprit, que j'ai décidé de reprendre le principe des «Ateliers de l'IGN» en organisant de nouvelles rencontres, cette fois davantage ancrées dans des problématiques territoriales et qui répondent au plus près aux attentes de nos concitoyens.*

**Daniel BURSAUX, Directeur général de l'IGN**

**L'information géographique :  
un appui essentiel à l'élaboration  
des politiques d'aménagement  
durable du territoire**



*L'aménagement durable du territoire constitue un enjeu politique majeur qui mobilise les services de l'Etat, les collectivités locales, la société civile et le monde économique.*

*Avec Daniel Bursaux, Directeur général de l'IGN, il nous a semblé que ce sujet s'appliquerait bien à l'atelier régional de l'IGN pour la zone sud-ouest : l'attractivité économique, la croissance démographique et la fragilité de certains espaces qui caractérisent la Nouvelle-Aquitaine font de la donnée géographique un appui essentiel à l'élaboration des politiques les plus adaptées en matière d'aménagement durable du territoire.*

*Cela d'autant plus que les caractéristiques géographiques extrêmement variées de la Nouvelle-Aquitaine imposent un travail fin et une capacité d'analyse stratégique reposant sur de multiples opérateurs, en fonction de leurs expertises métiers.*

*Grâce aux nombreuses compétences réunies lors de l'atelier du 7 février 2017 à Saint-Médard-en-Jalles, une réflexion riche sur les besoins actuels et les pistes d'amélioration a pu être menée.*

*Cet atelier a ainsi permis d'identifier les usages et les besoins en matière d'information géographique pour une politique volontariste d'aménagement durable du territoire.*

*Les échanges ont fait émerger plusieurs pistes qui vont nous permettre d'imaginer les solutions de demain et nous aider à progresser afin de toujours mieux répondre aux besoins. Vous trouverez ci-après les principales orientations qui ont été proposées lors du débat et qui vous sont présentées pour la première fois.*

*Très bonne lecture,*

**Christine TESSIER, Directrice interrégionale sud-ouest de l'IGN**

# PRINCIPAUX AXES DE DISCUSSION

## Comment faciliter l'accès aux données géographiques ?

Que ce soit pour connaître et décrire le territoire, ou communiquer et concerter sur les projets d'aménagement, les besoins en données géographiques appropriées sont importants. Cela met en évidence une double nécessité : disposer de plateformes locales et nationales et s'organiser pour diffuser des données à la hauteur des enjeux.

« L'accès à l'information géographique via des plateformes numériques est renforcé par la loi NOTRe. Cette loi confère aux Régions un rôle de coordination et d'animation dans la constitution de données géographiques de référence, mutualisées grâce à des plateformes de services publics. »

**Aurélié Paquignon**, Responsable Foncier-Urbanisme, Région Nouvelle-Aquitaine

« Nous attendons le travail de normalisation qui est réalisé au niveau national et tout ce qui permet de le diffuser et d'observer au-delà de nos frontières. Si l'on connaît bien notre territoire, nous avons également besoin d'accéder aux données de l'information géographique produites par l'IGN ou d'autres partenaires. »

**Jean-Pierre Sabatier**, Directeur de l'information géographique, Bordeaux Métropole

« Le citoyen a besoin de connaître beaucoup d'informations. Le Géoportail de l'urbanisme est une réponse, puisqu'il a été fait pour permettre aux administrés, aux entreprises, d'accéder à l'information avec une seule entrée numérique. »

**Gérard Liot**, Directeur, SDITEC

« Pour une plateforme, un des premiers points, c'est d'avoir un référentiel, des normes nationales, voire européennes. Mais ce travail de plateforme doit aussi répondre et structurer la bourse d'échange pour répondre aux besoins locaux. »

**Pierre Macé**, Directeur, GIP ATGeRi

« Ce qui est important pour nous tous, c'est d'avoir les bonnes données au bon endroit, à la bonne échelle. »

**Michel Ségard**, Directeur des programmes civils, IGN

« Pour l'Aquitaine, on s'est reposé sur l'acteur local et partenaire, le GIP ATGeRi, qui nous a mis à disposition les données les plus précises, à la parcelle près, dont on avait besoin. Cela nous a permis de faire des analyses de territoires fines. »

**Guillemette Rolland**, Déléguée régionale, Conservatoire du littoral

## Le besoin de données homogènes sur le territoire

Dans un contexte où la production de l'information géographique sera de plus en plus décentralisée, plusieurs pistes ont été évoquées pour faciliter l'harmonisation des données issues des territoires. Si l'IGN est attendu sur son rôle de facilitateur et de normalisateur pour agréger les productions, à l'échelle régionale, la Région est la collectivité centrale qui doit jouer un rôle d'animation et de confrontation au terrain, notamment via les plateformes.

« Le plus gros des sujets, c'est la normalisation de la production qui va être de plus en plus décentralisée. L'IGN, par sa dimension nationale, a toute légitimité et capacité à jouer ce rôle d'intégrateur, de filtre qualitatif, car on a effectivement besoin de référentiels qui seront les mêmes pour tous, construits de manière cohérente quel que soit l'endroit du territoire. Notre travail va être de voir comment structurer à la source certaines productions de données pour éviter des coûts de retraitement a posteriori. »

**Benoît Liénard**, Directeur, SOLURIS

« Un élément majeur pour travailler consiste à structurer l'ensemble des données, des bases, des systèmes à l'échelle de la région, de manière à homogénéiser la matière que l'on peut exploiter. »

**Isabelle Lasmoles**, Directrice adjointe, DREAL Nouvelle-Aquitaine

« Quelles sont les attentes de la Région par rapport à l'IGN ? Nous souhaitons un rapport de collaboration, de dialogue et de complémentarité avec les plateformes et avec les partenaires locaux. Nous sommes favorables à un référentiel commun, à un référentiel national, voire un référentiel européen. Mais il s'agit que ce référentiel et ces initiatives respectent les initiatives locales, les favorisent et les valorisent. »

**Aurélié Paquignon**, Responsable Foncier-Urbanisme, Région Nouvelle-Aquitaine

« Pourquoi ne pas développer un référentiel en termes d'algorithme ? C'est-à-dire avoir un ensemble d'algorithmes définis par l'IGN notamment pour pouvoir mieux valoriser et utiliser ces données, ces algorithmes pouvant être repris par des maîtres d'ouvrage, par des entreprises qui valoriseraient ce potentiel de données. »

**Pierre Macé**, Directeur, GIP ATGeRi

« Nous avons co-construit ce projet à l'aide de notre système d'information géographique. C'est une aide décisionnelle réelle. C'est quelque chose de très important pour nous. Nous avons été aidés par toutes les collectivités qui œuvrent ici. Je pense notamment à la plateforme PIGMA. C'est une aide précieuse pour nous. »

**Régis Guillaume**, Directeur technique, Gironde numérique

## Les propositions de l'Atelier

- Renforcer l'articulation entre les bases de données des collectivités, la plateforme régionale et le Géoportail pour l'accès aux données géographiques.

## Les propositions de l'Atelier

- Reconnaître le rôle des collectivités dans la production de référentiels et celui de l'IGN, d'intégrateur de données, notamment en développant des outils collaboratifs.

## Un besoin accru de données plus dynamiques

Le besoin en données dynamiques à la fois prédictives, sur l'évolution, mais aussi des données de flux davantage « temps réel », a été exprimé à plusieurs reprises. A cela s'ajoute le besoin de données plus détaillées à l'échelle régionale. Pour y répondre, il apparaît nécessaire d'investiguer de nouvelles sources (réseaux sociaux, données téléphoniques, réseaux de capteurs dédiés...) qui permettraient de disposer de ces informations sur la dynamique d'usage des territoires.

«Au niveau des communautés de communes, beaucoup de nouvelles compétences vont venir et vont nécessiter des moyens d'information géographique.»

**Gérard Liot**, Directeur, SDITEC

«Toutes ces données, il nous les faut sans arrêt, sans arrêt, sans arrêt et les plus actualisées possible.»

**Jean-Louis Vivière**, Chargé de mission terroir & territoires, Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux

«Vous avez tous, en général, des smartphones avec un GPS qui fonctionne de mieux en mieux, dans des endroits inimaginables par fusion de données avec de la cartographie. Vous avez dû vous rendre compte que cela n'indiquait pas forcément toujours la bonne position. On le tolère parce que ce n'est pas une fonction de sécurité, c'est une aide. Mais quand il s'agira de faire fonctionner un système autonome, la carte qui va être utilisée devra être extrêmement précise, mais également intègre, c'est-à-dire sans défaut, avec des mises à jour réelles par rapport aux événements.»

**Philippe Laviron**, Marketing Manager, Thales

«On a besoin de toutes les données que l'on n'arrive pas à quantifier, toutes les données issues des réseaux sociaux et produites en temps réel par tout le monde pour bien connaître le territoire.»

**Jérôme Fuseau**, Administrateur SIG et directeur d'équipe, Agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine

«La question du temps réel, de la donnée « en live », sera un sujet vraiment émergent sur lequel on pourra s'appuyer à l'avenir.»

**Nicolas Castay**, Directeur, GIP Littoral Aquitain

«Ce qui les intéresse, comme on est en milieu urbain, c'est tout ce qui est information en temps réel, géolocalisation et objets connectés.»

**Isabelle Salse**, Directrice du développement, Technowest

## Répondre aux usages en croisant les données dans un contexte d'open data

Les usages passent beaucoup par le croisement et la capacité à objectiver les données avec d'autres informations, notamment à travers l'open data. Néanmoins, l'accès gratuit aux données ouvertes doit se faire dans le respect de la viabilité économique des producteurs de données et se co-construire avec les acteurs du privé.

«La donnée, le plus souvent, est financée par le public et elle doit être mise à disposition, mais il faut que nous nous interrogeons sur l'économie de la donnée, parce que tous, autant que nous sommes, que ce soit un institut national comme le nôtre ou chacune des plates-formes ou chacun des producteurs de données, nous éprouvons des difficultés à rassembler de la donnée de qualité. Nous n'y arriverons que si nous travaillons ensemble et en complémentarité, que nous commercialisons de la donnée pour pouvoir l'acquérir.»

**Michel Ségard**, Directeur des programmes civils, IGN

«Nous avons beaucoup à apprendre des acteurs privés, et à co-construire sur des territoires qu'on partage et dont on est mutuellement intéressés qu'ils se développent de manière harmonieuse.»

**Benoît Liénard**, Directeur, SOLURIS

«On est convaincu de l'intérêt des données satellites, mais c'est une révolution qui s'annonce. Certains d'entre nous vont s'emparer de cette donnée-là et vont la pousser vers vos usages et vos services. Cette imagerie très haute résolution spatiale que chacun s'approprie et pousse pour des usages en local fait partie de la révolution et des changements de métier.»

**Aurélié Dehouck**, Présidente, I-Sea

«Via Digital Aquitaine qui regroupe aujourd'hui environ 280 entreprises, des académiques, des collectivités, des grands utilisateurs et des investisseurs, vous avez la possibilité d'interagir avec le monde des acteurs privés et de confronter vos problématiques avec la capacité qu'ils ont à vous fournir d'autres données comme les données d'usage.»

**Vincent Ribes**, Directeur adjoint, Digital Aquitaine

## Les propositions de l'Atelier

- Développer des méthodes et des outils pour accéder en temps réel aux nouvelles sources de données, et en favoriser leur utilisation.



## Apprendre à exploiter des données moins structurées

Il devient nécessaire d'apprendre à exploiter des données beaucoup moins structurées, des flux plus dynamiques que les référentiels nationaux et d'organiser des remontées d'information autour de ces flux. Néanmoins, il y a désormais profusion de données que certains utilisent comme une donnée de référence sans garde-fou et qu'il faut savoir exploiter.

«Face à la démultiplication des sources de données ayant une composante géographique (des capteurs matériels aux citoyens capteurs), il devient nécessaire de réfléchir à l'articulation entre ces sources et les données conventionnelles : comment enrichir les bases de données institutionnelles avec ces nouveaux corpus ? Comment intégrer dans les référentiels institutionnels des données originales - voire exotiques - mais potentiellement très riches en matière de connaissances territoriales ? Comment combiner des données issues de sources variées mais potentiellement rapidement actualisées ? Ces questions soulèvent des enjeux théoriques, méthodologiques mais aussi éthiques.»

**Matthieu Noucher**, Chargé de recherche, CNRS (Laboratoire PASSAGES - Université de Bordeaux)

«On a travaillé sur les données de téléphonie obtenues pendant une année. Il se trouve que c'était une donnée extrêmement importante, intéressante parce qu'on pouvait travailler sur les flux, heure par heure, et on pouvait aussi redéfinir quelle était la zone de chalandise puisque, comme on peut savoir où étaient positionnés les téléphones la nuit, on pouvait recomposer cette donnée-là à l'IRIS.»

**Laurent Putz**, Responsable du Pôle Etudes et Observatoires, CCI Bordeaux Gironde

«Il y a profusion de données, souvent personne ne lit les métadonnées associées. [...]. On peut s'associer aux données IGN qui sont normalisées, formatées, homogènes, c'est au moins une forme de sécurité quand on ne va pas lire, au moins c'est relativement fiable voire très fiable.»

**Didier Besingrand**, Responsable du Pôle Evolutions Spatiales, AUDAP

## Les propositions de l'Atelier

- Dans la continuité de cet atelier, l'IGN doit contribuer à fournir des données de référence constituant des socles cohérents, sur lesquels pourront s'appuyer les données des acteurs locaux.



# LISTE DES PARTICIPANTS

<b>Philippe ABADIE</b>	<i>Responsable du département Relations extérieures - IGN</i>
<b>Didier BESINGRAND</b>	<i>Responsable du pôle Evolutions spatiales - AUDAP (Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées)</i>
<b>Nicolas CASTAY</b>	<i>Directeur - GIP Littoral</i>
<b>Morgane COUFFEAU</b>	<i>Technicienne foncier habitat à la Direction urbanisme, logement, politique de la ville - Région Nouvelle-Aquitaine</i>
<b>Aurélie DEHOUCK</b>	<i>Présidente - I-SEA</i>
<b>Jérôme FUSEAU</b>	<i>Directeur d'équipe et administrateur SIG - A'urba (Agence d'urbanisme de Bordeaux métropole Aquitaine)</i>
<b>Régis GUILLAUME</b>	<i>Directeur technique - Gironde numérique</i>
<b>Romain LACOURARIE</b>	<i>Responsable SIG - SDITEC</i>
<b>Isabelle LASMOLES</b>	<i>Directrice régionale adjointe - DREAL Nouvelle-Aquitaine</i>
<b>Philippe LAVIRON</b>	<i>Marketing manager - Thales</i>
<b>Benoit LIENARD</b>	<i>Directeur - SOLURIS</i>
<b>Gérard LIOT</b>	<i>Maire d'Aussac-Vadalle - Directeur - SDITEC</i>
<b>Pierre MACE</b>	<i>Directeur chargé de la plateforme régionale PIGMA et observatoire NAFU - GIP ATGeRi</i>
<b>Matthieu NOUCHER</b>	<i>Chargé de recherche - CNRS (Laboratoire Passages - Université de Bordeaux)</i>
<b>Aurélie PAQUIGNON</b>	<i>Responsable foncier urbanisme à la Direction urbanisme, logement, politique de la ville - Région Nouvelle-Aquitaine</i>
<b>Claude PENICAND</b>	<i>Directeur de la stratégie, de l'international et de la valorisation - IGN</i>
<b>Laurent PUTZ</b>	<i>Responsable Pôle Etudes et Observations - CCI Bordeaux Gironde</i>
<b>Vincent RIBES</b>	<i>Directeur adjoint - Digital Aquitaine</i>
<b>Guillemette ROLLAND</b>	<i>Déléguée régionale - Conservatoire du Littoral</i>
<b>Jean-Pierre SABATIER</b>	<i>Directeur de l'information géographique - Bordeaux Métropole</i>
<b>Isabelle SALSE</b>	<i>Directrice du développement - Incubateur Technowest</i>
<b>Michel SEGARD</b>	<i>Directeur des programmes civils - IGN</i>
<b>Christine TESSIER</b>	<i>Directrice interrégionale sud-ouest - IGN</i>
<b>Jean-Louis VIVIERE</b>	<i>Chargé de mission Terroirs &amp; Territoires - CIVB (Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux)</i>

